

Contribution pour un authentique mouvement citoyen des usagers de l'eau

*« Notre présent nous échappe.
Ce que je propose est très simple,
rien de plus que de penser
ce que nous faisons »*

*« Le courage est la première de
toutes les vertus politiques »*

Hannah Arendt

En 2012, à Marseille, le FAME se donnait l'ambition de construire une alternative concrète à la crise sans précédent de gestion de l'eau que nous vivons.

Force est de constater que trois ans après cette vaste mobilisation citoyenne un certain nombre de participants du mouvement en ont fait un fond de commerce à toutes autres fins. Ils ont bien perçu que la problématique eau était très porteuse politiquement et surfent allègrement sur la vague tels des innocents aux mains pleines.

Les deux dossiers à charge que je développe dans cette contribution sont les expressions d'une crise de décomposition du politique, elle-même partie intégrante de cette crise protéiforme de civilisation dans laquelle nous sommes plongés. Cet argumentaire a deux objectifs : le premier est d'exercer une critique constructive et le second de porter l'appel à une nouvelle dynamique de l'action citoyenne.

La nécessité de faire vivre un authentique réseau national et international d'échanges des pratiques, de mutualisation des savoirs et de coordinations des luttes est déterminant pour l'évolution de notre action sur les enjeux de la gestion de l'eau. C'est bien pourquoi nous devons en prendre soin et libérer notre mouvement de pratiques qui nuisent à la cause.

Il semble donc salutaire aujourd'hui de mettre un certain nombre de choses sur la table et d'« *appeler un chat, un chat !* » dixit Danielle Mitterrand et revenir sur les fondamentaux de cette ambition citoyenne.

Je parle à partir de l'engagement citoyen associatif, de longue date, qui est le mien.

L'association des Usagers de l'Eau des Pyrénées Orientales que je préside (1) mène depuis dix ans un combat difficile en ayant choisi de conserver une parole libre, en ne devant rien à personne des gens de pouvoir et tout au fruit de son travail collectif.

C'est de là que je m'adresse à vous pour dénoncer, au sein de la liste diffusion du FAME, ce qui a laissé place à des compromissions dans la consanguinité entre le genre politique et l'associatif. Compromissions qui se mêlent parfois au troisième et quatrième genre, l'entreprise et les médias. Je dénonce la langue de bois communicationnelle qui privilégie le discours enfumeur sur les engagements réels. Je dénonce le mépris des citoyens qui résulte des tripotages habiles et des jeux de pouvoirs secrets. Il faut mettre au grand jour toutes ces expressions d'opportunisme et de démagogie, de cynisme parfois.

Ces dérives et autres insoutenables manquements reposent sur l'existence de documents qui attribuent sans équivoque le fondement des critiques émises.

Certains diront que toute vérité n'est pas bonne à dire et que je fais ainsi le jeu de nos adversaires encore faudrait-il s'accorder sur qui sont-ils. Pour ma part, je pense que l'engagement politique perd ses fondements et devient source de désespérance à chaque fois que nous renonçons à l'exigence de soi, de vérité, de justice, de respect de nous-même et de nos semblables.

Fondation France Libertés : comment en est-on arrivé là ?

Face au constat d'une absence de volonté politique de la fondation pour agir véritablement sur des questions relatives à l' A.N.C. (Assainissement Non Collectif) qui concerne 12 millions d'usagers, la confédération nationale du réseau CONFIANCE (2) et notre association des Usagers de l' Eau des Pyrénées Orientales ont pris la décision de rompre le partenariat avec la fondation France Libertés.

Les vives critiques que j'ai émis à l'encontre de la candidature personnelle aux prochaines élections régionales du directeur de la fondation font suite aux dérives constatées ou observées dans le fonctionnement de la fondation.

Comment en est-on arrivé là ?

Loin de moi l'idée de cristalliser les attaques contre le directeur de la fondation. Le Conseil d'Administration qui semble avoir abdiqué son mandat, détient sûrement les éléments de réponse dans le fait que le directeur de la fondation soit devenu la « voix » de celle-ci et soit aujourd'hui livré à lui-même et à ses ambitions personnelles(3).

Je ne révélerai un secret d'alcôve pour personne en évoquant la mise à l'écart de l'unique compétence du chargé du « *programme eau* » de la fondation en la personne de Jean Luc Touly. La fondation nourrissait jusqu'ici un lien direct avec les citoyens en répondant à l'appel de centaines de débats-publics locaux tout au long de ces années dernières qui ont constitués autant de reconnaissances de l'action citoyenne des usagers de l'eau. C'est l'essentiel d'un précieux travail de terrain qui disparaît là. Les forces vives de la fondation ne comptant plus aujourd'hui qu'une dizaine de jeunes volontaires à contrats précaires encadrés par le seul Emmanuel Poillâne.

La volonté aujourd'hui d'orienter l'action de la fondation sur des questions climatiques en direction du « *grand public* » ira se perdre dans le grand fourre-tout des constats et des indignations sans lendemains. Cette nouvelle orientation est sans nul doute moins exposée à la lutte frontale contre les multinationales de l'eau et une classe politique bien identifiée de droite comme de gauche qui coopère avec le système ou s'en accommode.

Dénoncer une emblématique histoire d'imposture de l'action citoyenne !

Une autre expression des dérives qui a pris un certain volume au fil du temps telle la grenouille qui voulait être aussi grosse que le bœuf, repose là aussi sur le buzz médiatique et un développement sous contrôle. Je parle de la Coordination Eau Bien Commun-France qui entretient l'illusion de fédérer un vaste réseau d'associations à l'échelle hexagonale en créant des succursales régionales. la réalité semble toute autre. (4)

Ces tentatives d'hégémonie vont à l'encontre de la pleine expression d'un mouvement riche dans la diversité des mobilisations citoyennes locales. Tout s'oppose à une concentration organisationnelle des pouvoirs et des moyens entre les seules mains de quelques uns. Ces schémas appartiennent à une vision politique d'un autre temps. Aujourd'hui tous les mouvements émergents de la société civile se caractérisent par un fonctionnement

horizontal en réseaux attachés à une démocratie permanente de proximité qui offre bien moins de prise aux appétits de pouvoirs et aux intérêts personnels.

L'existence de ce mouvement d'acteurs qui agit à la base ne date pas d'hier. La CACE compte près de deux cents associations membres qui réalisent un travail humble et exigeant depuis près de trente années. De la même manière on observe un maillage du territoire national par des associations d'usagers de l'eau sous appellation « Eau Secours ». A cela s'ajoute une constellation de plus ou moins importants collectifs informels ou associations d'initiatives locales d'appellations diverses qui participent à étoffer le mouvement. Il n'existe pas jusqu'à maintenant de coordination véritable de l'action de ces associations. C'est avec l'ensemble de ces forces vives là qu'il faut compter !

Cette mouvance nationale d'associations d'usagers de l'eau doit se donner les moyens au service de ses objectifs. Cela signifie s'organiser en réseau d'échanges et de coordination. Cela appelle aussi à élargir l'assise de l'action citoyenne pour l'eau au travail effectué par la multitude d'associations locales qui se battent sur les questions environnementales et de santé notamment.

La radicalité dans l'ambition de construire une alternative véritable à la crise de gestion de l'eau que nous connaissons mérite et nécessite, après les propos développés, qu'un certain nombre de principes et de valeurs morales soient rappelés et mis en avant.

L'action citoyenne : C'est une exigence de démocratie continue associée à un authentique travail de terrain marqué par la volonté de rester proche et à l'écoute des citoyens

Tout d'abord l'idée de citoyenneté est centrale. L'engagement citoyen, c'est comme le souligne Hannah Arendt « *c'est retrouver le chemin du vivre ensemble* ». C'est un besoin vital pour tous. Nous devons créer les espaces, les conditions pour que vive de la fraternité, de la solidarité, apporter une dimension poétique à ce combat pour faire naître une puissance de création collective.

Séparer la politique de la morale au nom d'un soi-disant pragmatisme est entré dans les mœurs et ne surprends plus beaucoup de monde à commencer dans nos rangs. Il suffit pour cela de se donner une bonne cause. L'engagement électoral est fondé aujourd'hui sur la dissociation entre le dire et le faire porté par une falsification des vertus démocratiques. C'est bien la raison pour laquelle aujourd'hui des hommes et des femmes s'investissent, toujours plus nombreux, dans l'action du contre-pouvoir citoyen.

En agissant ainsi, nous participons à refonder le politique. Le caractère citoyen de l'engagement apporte toute la force à l'action politique désintéressée. La légitimation du discours politique est fondé sur l'action de terrain. La primauté est donnée à la démocratie directe sur la démocratie élective car celle-ci ne suffit plus pour répondre aux questions de notre temps et à un engagement de la société civile tous azimuts croissant.

A cela, s'ajoute un certain nombre de principes de fonctionnement de l'action citoyenne qui s'appuie sur l'intégrité personnelle, la nécessité d'agir de manière transparente, l'obligation de rendre des comptes devant les citoyens. On peut mesurer à quel point aujourd'hui ce principe est honni par nombre d'élu y compris bien à gauche!

Pourtant, aujourd'hui, ces principes sont les leitmotifs portés par des

mouvements comme Syriza, Podemos ou Jeremy Corbyn et bien d'autres.

Le qualitatif de toute action politique fondé sur les valeurs énoncées précédemment doit toujours prévaloir car c'est ce qui permet d'engendrer de l'espérance sociale concrète. C'est en construisant des alternatives locales, à partir de nos moyens, souvent modestes, en répondant à des besoins réels qui sont et se doivent aussi d'être les nôtres que l'espérance deviendra concrète et rendue à la portée de chacun. Nous avons besoin de réussir de modestes alternatives pour élaborer du sens et démontrer à celles et à ceux qui vivent sous le joug de servitudes qu'il est possible de changer le cours des choses, que rien n'est fatalité, que rien n'est écrit. Ils mesureront ainsi combien la détermination conjuguée d'un petit groupe d'hommes et de femmes peu soulever des montagnes.

Faire de la politique aujourd'hui c'est chercher à être constamment en capacité de poser un regard distancié sur nos actes, nos paroles. C'est l'exercice d'une quête permanente de cohérence entre ce que l'on pense, ce que l'on dit et ce que l'on vit. En quoi demain pourrait-il être plus désirable si dès maintenant nous ne sommes pas capable d'être l'expression de ce changement dans les actes de notre vie ?

Certes, ces sentiers ne sont pas faciles mais s'il y avait des chemins faciles, cela se saurait. Essayons et recommençons, sans cesse : « *al andar se hace camino* », *le chemin se fait en marchant* écrit Antonio Machado.

Ce dont il s'agit pour chacun d'entre nous, c'est de reprendre du pouvoir sur notre vie, c'est de redevenir acteur de celle-ci. Ce monde en rupture doit être immanent en chacun de ceux qui ont le désir et la détermination de l'engendrer.

Ce chemin a à voir avec le temps long car si nous voulons produire de l'espérance sociale il faut que nos engagements se traduisent concrètement, j'insiste là dessus. l'impérieux besoin aujourd'hui est de tisser du lien social, de la « *surface sociale* », dit-on dans le jargon sociologique qui est la base d'une véritable sécurité des citoyens.

Il faut rompre avec l'obsession de « solutions politiques » rapides, de raccourcis par le haut d'organisations qui déverseraient leurs directives, fruit unique de conquêtes électorales. « *faire ou faire faire ?* » s'interroge Daniel Bensaid dans son livre « *une lente impatience* ». Le prosélytisme qui établit le préalable d'une hiérarchie sociale entre le sachant et celui à qui il faut « *faire prendre conscience* » est-il encore une perspective politique pertinente, désirable ?

L'action des organisation politiques demeure tout autant essentielle que l'action citoyenne, certes, mais chacun dans son rôle et dans le respect du citoyen.

Ne nourrissons plus l'illusion que demain sera meilleur. D'ailleurs plus personne ne croit à cela. L'important réside dans l'aujourd'hui qui doit être l'utopie concrète, l'administration du temps présent que nous bricolons et que nous continuerons à bricoler de notre mieux même si ce mieux sera toujours insuffisant. L'essentiel étant que ce mieux soit prétexte à produire de l'humanité.

Pour l'association des Usagers de l' Eau des Pyrénées Orientales
Dominique Bonnard

Amélie les Bains/Palalda le 2 décembre 2015

(1) il est utile de préciser que cette fonction est exercée à titre bénévole et ne recouvre aucune indemnité de quel ordre que ce soit. J'exerce par ailleurs mon métier d'artisan bois-charpente.

(2) CONFIANCE (Confédération Indépendante pour un assainissement Non Collectif équitable) <http://reseauconfiance.org>

(2) Fondation France Libertés : comment en est-on arrivé là ?

- La communication publique ainsi que celle adressée à ses partenaires a pris aujourd'hui la forme exclusive de twits qui n'accordent de valeur qu' au réactif, qu'à l'événementiel et ne peuvent en rien répondre aux besoins de la réflexion et de l'analyse.

- Le 15 novembre dernier, Emmanuel Poilâne, sous la forme d' un twit évoque les attentats de Paris du 13 novembre 2015 reprenant à son compte et au nom de la fondation les interprétations gouvernementales de la situation politique actuelle « nous sommes en guerre et en danger...../..... une société française basée sur des droits humains fondamentaux depuis plusieurs siècles... » Dans ces circonstances, une intervention distanciée ne relevait-elle pas du président de la fondation ?

- Concernant la candidature d'Emmanuel Poilâne, à titre privé, aux prochaines élections régionales, je me suis exprimé sur ce que je considère comme un conflit d'intérêts en utilisant les réseaux et les moyens de communication à des fins personnelles que sa fonction lui offre. Dans un premier courrier faisant suite à ma déclaration publique émise sur le réseau FAME, j'ai interpellé le secrétaire de la fondation, Michel Joli, qui, dans une réponse cinglante m'a accordé une fin de non recevoir. Un second courrier de ma part argumentant mes critiques demeure encore à ce jour sans réponse. En voici le contenu :

Mercredi 16 septembre 2015

Monsieur,

Je vous remercie des éléments que vous m'apportez suite à la demande d'information que je vous avais adressée.

La déclaration publique d'Emmanuel POILANE me dérange dans la mesure où l'association à laquelle j'appartiens et que je représente est engagée depuis plus de six mois dans un partenariat d'action commune concernant l' A.N.C. associant la Fondation France Libertés, l'association « 60 millions de consommateurs » le réseau associatif « CONFIANCE » et nous-mêmes dans une campagne nationale.

Qu'Emmanuel POILANE souhaite personnellement s'engager en politique ne me concerne pas. Par contre, le fait qu'il utilise le réseau des acteurs de l'eau, le réseau de la Fondation et celui des partenaires me pose problème. Il est de mon devoir d'en rendre compte aux membres de mon association.

J'entends votre argumentation concernant la liberté d'engagement laissée aux salariés de la Fondation, principe établi depuis longtemps me dites-vous. Ce que j'observe aujourd'hui dans le fonctionnement de la Fondation, c'est l'évolution des déclarations publiques du président qui sont devenues des événements beaucoup plus discrets. En conséquences de quoi les déclarations fréquentes du directeur ont pris une place prépondérante et deviennent représentatives de la Fondation.

C'est la raison pour laquelle j'ai écrit à Emmanuel qu' au-delà de la charge de la direction de la Fondation, il engageait celle-ci dans sa portée morale et symbolique liée à toute fondation de cette nature ainsi que l'empreinte politique indépendante voulue par Danielle MITTERRAND.

Dans ce contexte, il me semble inconciliable de conduire à la fois une Fondation comme France Libertés et mener un engagement politique personnel aussi intègre soit-il.

L'action du mouvement citoyen des acteurs de l'eau a mesuré ces dernières années les effets pernicieux d'une alliance contre nature dans ses rangs entre un tissu associatif et des élus politiques dont les finalités ne convergeaient pas toujours. A mon sens, ce débat ne fait que s'ouvrir au sein de ce mouvement.

*Telles sont les raisons de ma réaction initiale vigoureuse.
Recevez, Monsieur Michel JOLI, l'expression de ma considération citoyenne respectueuse.
Pour l'association des Usagers de l'Eau des Pyrénées Orientales
Le président, Dominique BONNARD*

- Je me suis aussi exprimé (déclaration publique sur la liste de diffusion du FAME), à propos de la venue de Gilbert Mitterrand à Cabestany (Pyrénées Orientales) où il tenait une conférence. Un moment et un lieu choisis aux effets bien malencontreux pour la fondation. Cabestany étant une commune ayant fait le choix de la délégation de service public de l'eau à VEOLIA et Gilbert Mitterrand intervenant à un moment où notre association dénonçait des coupures d'eau sur Cabestany et son inertie municipale !. On est en droit de s'étonner de ces incohérences politiques et du fait que notre association n'est été ni informée, ni invitée à cette conférence en sa qualité, au moment des faits, de partenaire de la fondation. Emmanuel Poilâne étant informé de notre action, Gilbert Mitterrand était-il lui même au fait de tous ces éléments ? Suit-il, préside-t'il encore l'action de la fondation ?

- Concernant la question de la nécessaire cohérence personnelle à laquelle je fais référence plus loin dans mon texte, j'observe qu'Emmanuel Poilâne, dans sa profession de foi, sans doute pour valoriser son engagement, insiste sur son parcours humanitaire de dix sept années passées en Afrique au sein de l'Association Française des Volontaires du Progrès. A mon sens, cette référence s'appuie soit sur une forme de démagogie teintée d'opportunisme soit sur une ingénuité politique confondante.

L'association Française des Volontaires du Progrès a toujours eut vocation à une action néo-coloniale attachée à son ministère de tutelle des affaires étrangères, véhiculant de surcroît des concepts de développement parmi les plus éculés mis en œuvre par les ONG. Concepts de développement qui sont ceux-là mêmes que la fondation France Libertés est censée combattre. A plusieurs reprises, la cour des comptes a sévèrement condamné la gestion de l'association des Volontaires du Progrès pour les coûts dispendieux des charges de structures : salaires des volontaires, personnel pléthorique, action mal ciblée, et absence d'un véritable exercice de la tutelle du ministère. Cette référence de parcours humanitaire semble bien mal servir les objectifs et les principes éthiques qui initièrent la fondation.

<https://www.ccomptes.fr/content/download/.../VolontairesProgres>
<https://www.ccomptes.fr/content/download/996/.../Suite32-AFVP>
www.journal-officiel.gouv.fr/publications/.../785207176_31122008

Si tous ces aspects ont pu prendre libre court, cela n'est pas tant de la responsabilité d'un directeur qui ne semble avoir de comptes à rendre qu'à lui-même mais relève d'une fondation qui aujourd'hui apparaît sans pilote et sans politique claire inscrite dans la durée.

(4) L'imposture démocratique

- l'évolution d'un mouvement citoyen des usagers de l'eau en France, riche dans sa diversité, ne peut accepter qu'une volonté politique hégémonique se substitue à sa voix et à la pluralité de ses expressions. La création de la Coordination eau Bien commun Ile de France d'où ont été déclinées les coordinations France, PACA et Rhône Alpes offre le spectacle consternant d'une instrumentalisation du mouvement des usagers de l'eau.

Ces coordinations ont vu le jour portés par une volonté politicienne où la fin semble bien justifier les moyens. La course aux subventions engageant nécessairement une fuite en avant infinie qui nécessite de produire en retour une visibilité politique médiatisée qui devient prépondérante associée au cortège des concessions politiques et autres couleuvres à avaler au détriment de l'indépendance de l'action citoyenne.

- Un mouvement citoyen ne peut être suscité, conduit à partir d'associations fondées par des personnes qui en ont fait profession, qui en tirent des avantages personnels. A l'inverse un mouvement citoyen puissant peut se doter de salariés pour

répondre à des besoins organisationnels. Ces salariés seront sous l'autorité et au service d'objectifs définis par les représentants de la base citoyenne. La force du citoyen réside dans sa potentialité de contre-pouvoir indépendant, dans l'exercice d'une démocratie participative continue. C'est un rapport de pouvoir reconnu ou qui s'impose. En mêlant dans une même association des membres qui sont, usagers, élus, entreprises, médias, techniciens,... la Coordination Eau Ile de France nie l'existence d'intérêts distincts et bafoue en particuliers ceux qui sont les plus vulnérables : les usagers. Que devient l'indépendance politique de l'utilisateur qui se retrouve avec l'élu de sa commune dans la même structure associative ? Cela s'apparente à du clientélisme. Il sera difficile pour l'utilisateur de contester les choix pris par l'élu-camarade. Il sera ainsi peut-être conduit à taire ses critiques sur des choix pour lesquels l'élu pourra toujours se justifier en invoquant des contingences politiques ou économiques supérieures. Même si une affinité politique existe entre les deux parties, celle-ci ne doit pas impliquer une allégeance de pouvoir ou une perte d'exigence dans les droits du citoyen.

- Sur un autre point, nous observons que la Coordination Eau Bien Commun France a établi une relation de partenariat avec le Conseil Général des Pyrénées Orientales. Il serait intéressant de connaître la nature de ce partenariat. Ceci nous intéresse d'autant plus que les élus du Conseil Général des Pyrénées Orientales, à commencer par sa présidente, ont rompu tout échange avec notre association depuis plusieurs années. Rupture qui date de notre vive opposition au projet Aqua Domitia. Il est évident que quand nous devons porter des critiques sur la politique de l'eau ou sur l'état de gestion des services publics locaux de l'eau potable ou de l'assainissement, seuls pour nous comptent les faits. Que la commune soit sous coloration politique de gauche ou de droite n'a aucun effet sur notre volonté d'agir. Nous ne nous autorisons pas à des avis de complaisance du fait que nous serions supposés être théoriquement du même bord politique. Nos interpellations récentes, suite à des coupures d'eau d'utilisateurs sur les communes administrées par Jean Vila, membre du « Parti Communiste », maire de Cabestany et François Calvet, membre du parti « Les Républicains », tous deux en délégation de service public à VEOLIA illustrent notre volonté d'indépendance. Cette liberté de parole est très mal acceptée. Autant notre action était regardée d'un œil bienveillant quand les élus se situaient dans l'opposition, autant après, ayant accédé au pouvoir, ceux-ci se sont désolidarisés de notre combat. Nous avons tous des préjugés. Il faut nous en libérer en accordant de la valeur qu'aux actes posés, qu'à l'engagement concret et non aux déclarations d'intention, « *il n'y a pas deux politiques,* » écrivait Camus, « *il n'y en qu'une, c'est celle qui engage* »